



# PARTIE 2

CADRE CONCEPTUEL ET  
NOTE METHODOLOGIQUE  
SUR LA COMPILATION DES PPA

---

# Cadre conceptuel et note méthodologique sur la compilation des PPA

## 2.1 CADRE CONCEPTUEL

La description détaillée de la méthodologie du PCI est disponible dans le Manuel du *PCI 2003-2006* (Banque mondiale, 2006). On trouvera ci-dessous un résumé des concepts et définitions de base utilisés dans le cadre de la comparaison internationale. Un accent particulier a été mis sur les concepts de taux de change et de parités de pouvoir d'achat (PPA) et leur utilisation dans les analyses économiques ainsi que leurs limites.

### 2.1.1 TAUX DE CHANGE

Les taux de change constituent la méthode la plus simple pour convertir différentes monnaies en une base commune, mais les résultats sont généralement trompeurs. Les taux de change changent brusquement et varient considérablement dans le temps. La plupart des comparaisons économiques utilisant des taux de change montrent des insuffisances dans les relations entre les données et les situations actuelles qu'elles tentent de comparer.

Il a été suggéré que des taux de change lissés pourraient produire de meilleures comparaisons, mais l'expérience montre que le lissage ne résout pas le problème et de telles comparaisons restent mauvaises.

### 2.1.2 PARITES DE POUVOIR D'ACHAT

Une parité de pouvoir d'achat (PPA) pour un bien ou service spécifique entre deux pays, A et B, est un rapport de prix qui mesure le nombre d'unités de la monnaie du pays A qui sont nécessaires dans le pays A pour acheter la même quantité du bien ou service donné qu'une unité de la monnaie du pays B achèterait dans le pays B. Les PPA peuvent être exprimées dans la monnaie de l'un ou l'autre des pays.

L'utilisation des PPA permet la comparaison des valeurs réelles de l'économie d'un pays, ajustées à partir d'un même ensemble de prix moyens internationaux (ou régionaux). Les PPA peuvent donc

## Les PPA, une théorie de détermination des taux de change

Les parités de pouvoir d'achat étaient initialement conçues comme une théorie de détermination des taux de change. Aujourd'hui, elles servent principalement à comparer les niveaux de vie entre les pays.

Du point de vue de la détermination des taux de change, la PPA nous rappelle fort utilement que la politique n'a pas d'incidence à long terme sur les taux de change. Ainsi, les pays qui enregistrent différents taux d'inflation devraient s'attendre à ce que leur taux de change bilatéral s'ajuste pour compenser ces différentiels sur le long terme. Le taux de change, cependant, peut s'écarter de manière persistante de sa valeur en PPA face à des chocs réels.

Afin de comparer des niveaux de vie entre les pays, les taux de change en PPA ont été construits en comparant les prix nationaux pour un large panier de biens et services. Ces taux sont utilisés pour convertir les monnaies des différents pays en une devise commune qui mesure le pouvoir d'achat des revenus par habitant dans ces pays. Un taux de change en PPA construit ainsi ne constitue pas, cependant, une mesure exacte de la valeur d'équilibre du taux de change déterminé par le marché.

être considérées comme les ratios moyens de prix dans les pays participants, qui éliminent les distorsions causées par les différences de prix existant entre les pays pour des biens et services similaires.

Supposons qu'un consommateur dans un pays A veut acheter dans un pays étranger B le même produit qu'il utilise dans son propre pays, par exemple une tasse de thé, qui coûte 1000 francs dans un pays A et 2 dinars dans un pays B. Dans ce cas, la PPA est égale à 500. Quoique le thé dans cet exemple soit un produit simple, l'objectif du PCI est d'évaluer les prix entre plusieurs pays d'un large éventail de produits et services, y compris des dépenses des produits de consommation, d'investissement et des administrations publiques, qui constituent ensemble le PIB.

Une fois que les PPA des pays sont disponibles et que leurs agrégats sont exprimés en ces termes, il est alors possible de faire les comparaisons des PIB, des PIB par habitant, des niveaux relatifs des prix et, du fait des données pondérées utilisées dans les calculs, des modes et structures des dépenses au sein des économies. Ces résultats peuvent différer considérablement des comparaisons basées purement sur un taux de change commun, car ce taux peut ne pas refléter exactement les différences réelles qui existent entre les économies.

### 2.1.3 INDICES DE NIVEAU DE PRIX

Dans la pratique, les PPA servent essentiellement à calculer les indices internationaux de volume pour déflater les ratios de valeurs en monnaies nationales. Ces indices ont les mêmes dimensions que les taux de change et peuvent directement y être comparés. Diviser une PPA par le taux de change correspondant donne un indice de niveau de prix (INP). Un indice de niveau de prix indique le pourcentage moyen par lequel les prix des biens et services dans un pays B, lorsqu'ils sont convertis dans la monnaie d'un pays A au taux de change en vigueur, excèdent les prix des mêmes produits et services dans un pays A ou y sont inférieurs. Un indice de niveau de prix s'exprime généralement en pourcentage. Un INP de 100 indique que les niveaux de prix sont identiques. Des valeurs supérieures ou inférieures à 100 signifient que les niveaux des prix sont respectivement plus élevés ou inférieurs. L'indice du niveau des prix indique quelles économies sont les plus chères et les moins chères, lorsque les devises sont converties au taux de change en vigueur. L'INP est généralement bas dans les pays pauvres.

Une telle information s'avère utile pour les individus ou les unités institutionnelles qui vont d'un pays à un autre, ou qui mènent des activités économiques dans les deux pays. Un indice de niveau des prix traduit l'expérience courante des voyageurs qui trouvent

plusieurs (et non tous les) biens et services dans certains pays relativement bon marché comparativement aux produits analogues dans leurs propres pays.

Les PPA entre un couple de pays varient lentement face à une inflation relative, tandis que les taux de change du marché peuvent changer rapidement. En conséquence, les changements soudains des INP sont dus essentiellement aux variations des taux de change du marché.

## 2.2 NOTE METHODOLOGIQUE SUR LA COMPILATION DES PPA

La description détaillée de la méthodologie de compilation des PPA est fournie dans le *Manuel PCI de 2003-2006* (Banque mondiale, 2006). La mise en œuvre pratique du PCI-Afrique 2005 a, cependant, affiché ses spécificités suite aux modifications nécessaires apportés par la région pour se conformer à l'environnement africain. En général, les PPA sont calculées pour toutes les composantes du PIB. Au niveau le plus agrégé, le PIB a été décomposé en consommation des ménages, consommation des administrations publiques, formation brute de capital fixe, variation des stocks, y compris les acquisitions moins les cessions d'objets de valeur, le solde des exportations et importations. Pour le PCI-Afrique 2005, ces agrégats ont été encore subdivisés en 26 catégories, 61 groupes, 126 classes et 155 positions élémentaires. Le *Manuel du PCI 2003-06* définit une position élémentaire comme étant « le plus petit agrégat pour lequel les données de dépense sont disponibles ». L'annexe C présente la structure complète du PIB dans la forme utilisée dans le cadre du PCI-Afrique 2005.

L'annexe D fournit des explications sur les procédures détaillées de calcul des PPA. Une approche hiérarchisée a été suivie dans le calcul des PPA. Au niveau le plus détaillé, les PPA ont été calculées pour chaque position élémentaire. La méthode country-product-dummy (CPD), une méthode de régression avec des variables muettes, a été utilisée pour estimer les PPA au niveau des positions élémentaires. Pour certaines positions élémentaires comme les cessions des objets de valeur, la collecte des données pour le calcul des PPA n'a pas été possible. Dans de tels cas, des données de prix collectées pour une autre position élémentaire (ou groupe de positions élémentaires) ont été utilisées (voir l'annexe E pour la liste des PPA de référence).

Aux niveaux supérieurs, des PPA pour les positions élémentaires individuelles ont été ensuite agrégées (en utilisant pour chaque position élémentaire des pondérations obtenues des comptes nationaux) pour générer des PPA et pour chaque catégorie de dépenses jusqu'au PIB, des quantités réelles ajustées des prix, en utilisant les PPA des positions élémentaires correspondantes. La

---

méthode d'Iklé, décrite à l'annexe D, a été utilisée pour obtenir les PPA aux niveaux supérieurs.

### 2.2.1. EXIGENCES DES DONNEES DU PCI

Deux séries de données sont requises pour la détermination des PPA. La première comprend les estimations des PIB suivant l'approche des dépenses et le *Système de comptabilité nationale 1993* (SCN93), avec ses catégories s'articulant autour des 155 positions élémentaires. La pertinence des comparaisons dépend de la cohérence des données des comptes nationaux des économies faisant l'objet de comparaison.

Plusieurs nomenclatures du SCN93 ont été utilisées aux fins du PCI, les plus importantes étant celles portant sur les dépenses. En particulier, la Nomenclature des fonctions de consommation des ménages (COICOP) offre un bon cadre pour la subdivision des dépenses de consommation individuelle des ménages en 110 positions élémentaires.

De même, la nomenclature des fonctions des administrations publiques (COFOG) fournit le cadre pour les dépenses de consommation (individuelle et collective) des administrations publiques. L'autre grande composante du PIB, à savoir la formation brute de capital fixe (FBCF), est classée par type d'actifs pour lesquels les dépenses sont encourues, comme la construction et les équipements.

Dans plusieurs pays participants, les données des comptes nationaux ont été obtenues en utilisant l'approche production, ce qui signifie que les estimations des dépenses requises aux fins du PCI n'étaient pas disponibles. Dans ces cas, les positions élémentaires ont été calculées en utilisant des sources alternatives de données (enquêtes auprès des ménages, les tableaux ressources-emplois ou équilibres ressources-emplois.).

La seconde série de données est constituée des prix relevés dans le cadre des enquêtes. Les points suivants figurent parmi les exigences concernant les données des prix du PCI pour les comparaisons multilatérales :

- Les produits et services de la liste des produits doivent i) être comparables et représentatifs des modes de dépenses des pays, ii) représenter toutes les composantes de l'agrégat (consommation ou ensemble du PIB) faisant l'objet de la comparaison, et iii) être conformes aux caractéristiques qui ont une influence sur les prix (type de point de vente, qualité du service et autres).
- Les prix moyens annuels nationaux sont requis pour le calcul des PPA. À cet effet, l'enquête devra s'étendre sur

l'ensemble du pays (prix relevés au niveau d'un échantillon national de points de ventes) et sur l'ensemble de l'année de référence.

Pour le PCI-Afrique 2005, le premier aspect a été réglé par un processus participatif et itératif adopté pour élaborer la liste de produits en utilisant l'approche de description structurée des produits (DSP), comme décrit à la section 2.2.3 ci-dessous. Dans tous les pays, l'enquête sur les articles de consommation des ménages a eu une couverture nationale et les données ont été collectées tous les mois pendant une année.

### 2.2.2 DONNEES SUR LES COMPTES NATIONAUX

#### 2.2.2.1 *Compilation*

Un défi auquel le PCI-Afrique a fait face durant ses activités au titre du cycle 2005 était l'obtention des données comparables sur les dépenses du PIB. Le PCI mondial exige des estimations pour plus de 150 composantes de dépenses du PIB ; pour l'Afrique, on distingue plus de 200 composantes. Comme indiqué plus haut, pour fournir des comparaisons fiables entre pays, le PCI exige également que le champ couvert par le PIB soit le même entre les pays.

L'élaboration des comptes nationaux est une activité statistique majeure dans tous les pays, car elle rassemble, de façon intégrée et cohérente, la grande partie du travail détaillé des instituts nationaux de statistique. Un certain nombre de pays appliquent les dernières normes du SCN 93 des Nations Unies, tandis que beaucoup d'autres utilisent encore le SCN 1968.

Pour le cycle 2005 du PCI, la BAD a élaboré une méthodologie visant à obtenir des pays, les dépenses du PIB basées sur les définitions du SCN 93. La méthodologie du PCI-Afrique sur la décomposition du PIB a été développée selon un processus itératif et participatif impliquant les pays et les organisations sous-régionales, sous la coordination de la BAD.

Les pays étaient encouragés à : i) ajuster leurs évaluations globales des dépenses du PIB conformément aux définitions du SCN 93; ii) préparer une décomposition du PIB en sept grandes catégories de dépenses en distinguant en particulier les dépenses de consommation individuelle et collective des administrations publiques, et iii) à décomposer ces sept catégories en près de 200 catégories détaillées de dépenses. Ceci exigeait l'utilisation de plusieurs sources de données. Les résultats de ces exercices ont été ensuite examinés au cours d'une série d'ateliers sous-régionaux et régionaux ayant pour objectif d'en améliorer la comparabilité.

### 2.2.2.2 Validation

La validation des données a été faite de façon hiérarchique et participative. Tous les pays membres régionaux (PMR) participants et les organisations sous-régionales ont participé au processus sous la supervision de la BAD.

Dans un premier temps, les PMR étant à différentes phases de la mise en œuvre du SCN93 ont utilisé des méthodes variées pour décomposer leurs agrégats de dépenses pour l'année de référence 2005. Des grilles de passage ont été ensuite établies entre les nomenclatures des comptes nationaux utilisées pour la compilation des données de comptes nationaux et les exigences de classification du PCI-Afrique. Les PMR qui étaient à un stade avancé de la mise en œuvre du SCN93 ont utilisé l'approche ascendante pour se conformer aux exigences du PCI-Afrique, et les moins avancés, soit une approche descendante, soit une combinaison des deux approches.

Une série d'ateliers sous-régionaux ont été organisés en 2006 pour procéder aux comparaisons au niveau sous-régional pour ce qui est des dépenses de consommation finale des ménages. L'aspect le plus important de validation consistait à faire les comparaisons des contributions de chaque position élémentaire au PIB. Tout écart important qui ne pouvait être expliqué était renvoyé aux PMR pour vérification. Les structures des dépenses au niveau des différents groupes de PMR au sein des organisations sous-régionales ont été également comparées. Ce genre de vérification a permis d'identifier un nombre de problèmes qui ont dû être corrigés par les PMR.

Le dernier de cette série d'ateliers régionaux a été organisé en juillet 2007 pour discuter de la comparabilité des données des comptes nationaux des pays. Les pays étaient invités à passer en revue leurs évaluations des dépenses du PIB dans le but de corriger d'éventuelles incohérences, et également à fournir des évaluations révisées pour corriger des erreurs de données ou d'interprétation. En outre, il leur était demandé de fournir des explications là où leurs évaluations paraissaient atypiques. Les pays ont alors soumis à nouveau ces résultats à la BAD pour réexamen.

### 2.2.3. DONNEES DES ENQUETES SUR LES PRIX

La qualité des comparaisons du PCI dépend énormément des prix des produits pris individuellement. Ces prix devaient être relevés pour des produits identiques dans tous les pays participants ; un processus qui impliquait d'intenses travaux préparatoires aux niveaux régional et des pays. L'enquête centrale a été l'enquête sur les principaux biens de consommation des ménages comprenant les produits pharmaceutiques, le logement, la santé et l'enseignement privé. Au nombre des autres enquêtes, figuraient les enquêtes sur les prix de construction, des équipements et la consommation des administrations publiques.

### 2.2.3.1 Enquête sur les principaux produits de consommation des ménages

La première tâche était de définir pour toute l'Afrique une liste de produits comparables entre les pays et représentative des modes de consommation des pays participants. À cet effet, des missions dans les pays et plusieurs ateliers ont été organisés pour permettre aux pays de préparer cette liste. La liste de produits a été définie avec les contributions de tous les pays participants en utilisant la méthode de la description structurée de produit (DSP) comme exigé par le programme mondial du PCI. Au total, comme l'indique le tableau 1, 1016 produits répartis en 110 positions élémentaires ont été définis pour la collecte de prix. Étant donné la diversité du continent, il y avait une certaine variation dans la représentativité géographique de différents produits mais, pris ensemble, les produits retenus sont considérés comme représentatifs des modes de consommation de tous les pays participants.

L'approche DSP a consisté à établir une liste de produits suivant un processus itératif et participatif. Une DSP définit une famille de produits et inclut les caractéristiques déterminantes du prix telles que le type de point de vente, le type d'emballage, la marque, l'unité de mesure, etc. Chaque caractéristique comporte plusieurs modalités exclusives de spécifications. Un produit est défini par une combinaison de ces DSP qui ont les mêmes structures pour les grands groupes de produits, ce qui garantit une approche complète et systématique de définition des produits. Cette approche permet de comparer et d'avoir la même compréhension des produits dont les prix doivent être relevés, et ce, quels que soient les langues, les cultures, les institutions et les individus.

Après la préparation des DSP, des missions dans les pays ont été effectuées par les statisticiens de la Banque afin de discuter de ces DSP avec les statisticiens nationaux, de rassembler des informations sur la nature des produits, et de s'assurer que toutes les caractéristiques déterminantes du prix ainsi que les spécifications associées ont été prises en compte. Au terme de ces missions dans les pays, les DSP qui ont été finalisées par l'équipe de coordination régionale de la BAD ont ensuite été utilisées pour déduire les caractéristiques des produits sous forme de DSP pré-remplies et soumises à nouveau aux pays pour examen. Pour chaque produit, il était demandé aux pays d'apporter, au besoin, des changements aux spécifications qui, une fois révisées, ont été assemblées pour élaborer la première mouture de la liste régionale des produits et des spécifications correspondantes. Cette mouture était redistribuée aux pays pour un examen plus approfondi et pour qu'ils s'assurent que leurs produits représentatifs y sont inclus. Un atelier a alors été organisé afin de permettre aux pays de finaliser ensemble la liste régionale qui a été utilisée pour le relevé des prix.

**Tableau 1.** Dépenses de consommation individuelle des ménages: Nombre de positions élémentaires et de produits, 2005

Catégorie	Nombre de positions élémentaires	Nombre de produits
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	29	356
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	5	41
Articles d'habillement et articles chaussants	5	128
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	7	12
Ameublement, équipement ménager et entretien de la maison	13	104
Santé	7	158
Transport	13	55
Communication	3	19
Loisirs et cultures	13	49
Éducation	1	9
Restaurants et hôtels	2	51
Autres biens et services et achats nets à l'étranger	12	34
<b>Total de la dépense de consommation individuelle à la charge des ménages</b>	<b>110</b>	<b>1016</b>

Les deux critères utilisés pour la sélection des produits et qui ont été observés dans l'élaboration de la liste régionale de produits selon l'approche DSP sont la *comparabilité* et la *représentativité* des produits. Les deux paramètres sont importants mais peuvent parfois s'opposer.

Un produit représentatif est un produit que les consommateurs préfèrent. Il peut constituer une part significative des dépenses au niveau d'une position élémentaire. Cependant les positions élémentaires étaient si étendues, qu'un seul produit ne pouvait représenter une large proportion des dépenses totales. La composition des positions élémentaires, en termes de produits, variait d'un pays à l'autre. La sélection visait les produits les plus représentatifs au niveau des pays participants.

La comparabilité est une relation entre deux ou plusieurs produits dans différents pays. Deux produits, ou plus, sont dits comparables si i) leurs caractéristiques physiques et économiques sont identiques ou ii) s'ils sont suffisamment semblables pour que les consommateurs n'y voient pas de différence. Dans la pratique, les caractéristiques des produits peuvent différer, et l'on peut tolérer de légères différences, à condition qu'elles ne soient pas importantes pour les consommateurs. L'un des moyens d'assurer la comparabilité est de rendre les descriptions des produits aussi précises que possible, de sorte que les releveurs de prix dans les différents pays collectent les prix pour des produits quasiment identiques et suffisamment similaires.

Aux fins de la préparation à la collecte des prix, une série d'ateliers régionaux et sous-régionaux et de programmes de formation a été organisée pour améliorer les qualifications du personnel et

s'assurer que les pays étaient bien équipés. Les fonds nécessaires ont été alloués pour l'achat des équipements requis et le recrutement du personnel temporaire. Les statisticiens nationaux chargés des prix ont été formés aux nouvelles techniques de validation des données qui garantissent la cohérence des données entre les pays.

Les relevés des prix du PCI ont été effectués parallèlement aux activités courantes de collecte des données de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ couvert par le PCI, tant en ce qui concerne le nombre de produits que les points de vente, était plus grand que celui de l'IPC afin de refléter les spécificités du programme. Le « Tableau 1a » ci-dessous donne un aperçu du nombre de centres de collecte des données en milieu urbain et rural dans les différents pays. Comme le montre le tableau, les données au Liberia et en Namibie ont été collectées respectivement dans seulement sept et dix centres, et uniquement dans les zones urbaines. Le Zimbabwe et le Lesotho comptent le plus grand nombre de centres : 120 et 113, respectivement. Au total, 1357 centres ont servi à la collecte des données, dont environ 60 pour cent en milieu urbain et 40 pour cent, dans les zones rurales.

Les enquêtes pour la collecte des données sur les produits de consommation des ménages, notamment les services d'éducation, de santé, le logement, les produits pharmaceutiques, ont été conçues pour avoir une couverture nationale incluant les zones urbaines et rurales. La plupart des pays ont utilisé une stratification basée sur les découpages administratifs. La sélection des points de vente a été faite à partir d'un échantillonnage à choix raisonné à deux niveaux : premièrement le centre administratif d'une zone

Tableau 1a. Centres de collecte des prix du PCI dans des pays choisis par localité, 2005

PAYS	Rural	Urbain	Total
Afrique du Sud	0	50	50
Angola	12	37	49
Bénin	11	12	23
Botswana	40	34	74
Burkina Faso	13	13	26
Burundi	0	7	7
Cameroun	10	12	22
Cap-Vert	3	9	12
Congo	14	6	20
Congo, République démocratique	10	10	20
Côte d'Ivoire	9	19	28
Égypte	22	44	66
Éthiopie	11	62	73
Gambie	12	10	22
Ghana	11	20	31
Guinée	9	14	23
Guinée-Bissau	7	8	15
Guinée équatoriale	8	8	16
Kenya	10	25	35
Lesotho	70	43	113
Liberia	0	7	7
Malawi	36	10	46
Mali	8	9	17
Maroc	7	8	15
Maurice	8	4	12
Mauritanie	5	13	18
Mozambique	5	5	10
Namibie	0	10	10
Niger	7	8	15
Nigeria	23	26	49
Ouganda	8	5	13
São Tomé et Príncipe	7	8	15
Sénégal	2	5	7
Sierra Leone	11	10	21
Swaziland	14	21	35
Tanzanie	36	61	97
Togo	5	6	11
Tunisie	23	24	47
Zambie	12	55	67
Zimbabwe	32	88	120

administrative, et si possible, un ou plusieurs secteurs ruraux adjacents ont été choisis comme unités primaires d'échantillonnage. En second lieu, des points de vente ont été choisis dans chaque unité primaire sur la base d'une pré-enquête. Pour la plupart des pays, la collecte des données a été faite de mai-juin 2005 à juin 2006.

### 2.2.3.2 Validation des données sur les principaux articles de consommation des ménages

Un des piliers majeurs de la qualité des données est la mise en forme et la validation des données, qui doivent se faire aussi bien au plan national que régional. Au niveau national, les observations individuelles des prix ont été contrôlées et revues pour

---

identifier les valeurs extrêmes et les observations aberrantes. À cet effet, le PCI-Afrique 2005 a eu recours à Semper, qui est une application informatique intégrée spécialisée dans l'édition et la validation développée par la BAD pour l'édition des données sur les prix dans le cadre du PCI. Le logiciel Semper vérifie les constantes des enquêtes (codes, nom, quantité des produits, unité de mesure et autres caractéristiques des produits), convertit la quantité observée en la quantité de référence, si nécessaire, et identifie les erreurs et les aberrations en utilisant des tableaux graphiques.

Au niveau régional, les outils suivants ont été mis à contribution pour assurer la comparaison des prix moyens pour le même produit dans les différents pays :

- Les tableaux de Quaranta ont été utilisés pour convertir des moyennes nationales estimées en une unité monétaire commune moyennant des taux de change ou des PPA ou les deux à la fois, et également pour les passer au crible afin d'identifier des erreurs éventuelles. Les erreurs notées ont été examinées au regard de la cohérence régionale des moyennes nationales individuelles.
- Les tables de Dikhanov peuvent être utilisées à différents niveaux d'agrégation. Les résidus de la méthode CPD et leurs erreurs-types à différents niveaux (général, produit et pays) ont été utilisés pour identifier les valeurs extrêmes et les erreurs. La méthode de calcul CPD peut être appliquée au niveau des positions élémentaires, des classes ou du PIB.

Dans son outil « Toolpack » du PCI, la Banque mondiale a proposé les tableaux de Quaranta et de Dikhanov. Les tableaux de Quaranta ont été également établis au niveau régional en utilisant ELFA, une application mise au point par la BAD.

Les validations intra et inter-pays ont été effectuées par les équipes nationales et régionales du PCI-Afrique, dans le cadre des visites dans les pays, des retraites et ateliers sous-régionaux et régionaux. En plus de ces validations, des analyses de cohérence (dans le temps) ont été faites, car les données ont été collectées sur une période d'un an.

### 2.2.3.3 Autres enquêtes

Les estimations relatives aux dépenses de consommation finale des administrations publiques, à la formation brute de capital fixe – dont la construction et le génie civil, les machines et les équipements – et au logement, ont été également faites.

### Dépenses de consommation finale des administrations publiques

Aux fins du PCI-Afrique 2005, il a été demandé aux pays participants de fournir des données sur la rémunération annuelle des salariés par les administrations publiques pour un échantillon représentatif de fonctions dans les services publics généraux, les services de santé publique et d'enseignement public. Les pays participants devaient collecter des données pour un panier de fonctions « représentatives » sélectionnées par le Bureau mondial, à savoir : 13 postes dans le secteur de la santé, 5 dans l'éducation et 26 dans l'administration publique.

### Construction et génie civil

cette catégorie a été particulièrement difficile, en raison de la variété des projets et des techniques dans les différentes parties du monde, voire au sein de la même région. Historiquement, deux procédures ont été suivies pour relever les coûts de ces projets. La première consiste à relever les prix des intrants (rémunérations de la main-d'œuvre ; matériaux utilisés pour la construction, tels que les briques, le bois, et l'acier ; et le coût de location des équipements). La seconde repose sur le relevé par les experts de la construction des prix des modèles standards pour les différents types de projet de construction, notamment les logements, les ponts, les routes et les usines. Le principal avantage de la deuxième approche est que les différences de frais généraux et de productivité entre les pays sont prises en compte, mais l'inconvénient étant qu'elle est beaucoup plus onéreuse à mettre en œuvre.

Une nouvelle méthode a été introduite dans le cadre du cycle 2005 du PCI. Dans la pratique, elle se situe entre une approche basée sur les intrants et une approche de modélisation. Appelée approche du « panier des composantes de construction », elle consiste à collecter les prix des composantes installées, identifiables et complètes, y compris les matériaux et le travail, plus le coût de location de tout équipement utilisé. La liste des produits porte essentiellement sur les composantes (comme les châssis de fenêtre) qui sont importantes dans le coût total et identifie ensuite les principaux éléments de chaque composante. Comme le type d'intrants et la combinaison du travail et des équipements diffèrent entre les pays, cette approche permet de prendre en compte ces variations. Le Bureau mondial du PCI a sélectionné 23 composantes représentant les principaux types d'activités de construction à travers le monde. Il a été procédé également à la collecte des prix de douze composantes de base de la construction, notamment le travail, le coût de location des équipements et des matériaux choisis. Si cette approche a permis de prendre en compte les fluctuations de productivité dans le temps au niveau des composantes respectives, l'hypothèse sous-jacente est que les ratios de marge bénéficiaire pour la gestion de l'ensemble du projet sont identiques (proportionnellement) entre les pays.